

STASZAK, Jean-François (2017) *Frontières en tous genres. Cloisonnement spatial et constructions identitaires*, Presses universitaires de Rennes, 211 p. (ISBN 978-2-7535-5903-5)

Jocelyne Alicia Janice Akoma Miyono

Volume 64, numéro 181-182, avril–septembre 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1090227ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1090227ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akoma Miyono, J. A. J. (2020). Compte rendu de [STASZAK, Jean-François (2017) *Frontières en tous genres. Cloisonnement spatial et constructions identitaires*, Presses universitaires de Rennes, 211 p. (ISBN 978-2-7535-5903-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 64(181-182), 191–192. <https://doi.org/10.7202/1090227ar>

Comptes rendus bibliographiques



STASZAK, Jean-François (2017)
Frontières en tous genres. Cloisonnement spatial et constructions identitaires, Presses universitaires de Rennes, 211 p.

(ISBN 978-2-7535-5903-5)

Comme son titre l'indique, cet ouvrage est une synthèse analytique sur le rôle et les incidences des frontières sur les questions de genre. La thématique est soumise au carrefour de sciences telles que la sociologie et l'ethnographie, pour comprendre le processus parfois improbable de mise en place des frontières.

Dans le premier chapitre, les auteurs montrent que les frontières sont à l'origine de la création des différents groupes sociaux (p. 15). En effet, « mes qualités » peuvent, ou pas, faire partie de celles d'un autre individu. Par conséquent « mon identité me rapproche de mes semblables » (p. 21) et crée *de facto* deux groupes : les uns et les autres (dans l'ouvrage, on parle de l'endogroupe, qui fait référence au groupe dominant, et de l'exogroupe, pour le groupe dominé). Ce rapport de force entre les deux groupes s'observe également dans la définition des identités de genre, où le sexe féminin est confiné à l'espace domestique et le sexe masculin, à l'espace public. Quelle que soit la période de l'histoire de l'humanité, ce stéréotype est toujours d'actualité.

Tout au long du deuxième chapitre, les auteurs se concentrent sur la place de la femme (assignée aux tâches ménagères) vis-à-vis de l'homme (qui doit et peut « se pavaner » dans les rues et prononcer des discours). À cet effet, ils ne manquent pas de souligner l'indignation des groupes considérés faibles (les exogroupes), indignation qui est à l'origine des mouvements raciaux de revendications féministes, voire naturalistes.

L'un des apports de ce livre est qu'il présente une panoplie de différentes approches d'établissement de tout type de frontières (limites des continents, limites supra-étatiques, limites d'États, de villes, de paysages, d'interdictions, etc.) qui contribuent à la construction des identités. Passant outre les autres événements (acquisition d'indépendance, apartheid, etc.) largement développés au chapitre IV, l'ouvrage montre que la colonisation et la mondialisation ne sont que des formes d'expression de la supériorité d'un groupe (l'endogroupe), qui estime détenir suffisamment de pouvoir pour imposer une certaine conduite à l'ensemble des exogroupes. D'ailleurs, les auteurs n'hésitent pas à faire valoir que les frontières sont de tous genres et occasionnent une sorte de repli identitaire.

Pour ce qui est de la construction des identités, les auteurs, au-delà du discours géographique, nous ramènent à la célèbre question philosophique « qui suis-je ? » du *Discours de la méthode* de René Descartes. En réalité, nous comprenons bien qu'il y a de nombreux éléments de réponse à cette interrogation. Autrement dit, comme l'ont si bien démontré les auteurs, toute personne appartenant à un espace, disons l'hémisphère nord de la planète, est d'abord considérée comme élément particulier dans cet espace ; puis à ce premier élément d'identité s'ajoutent d'autres éléments en lien, par exemple, avec la couleur de la peau, la situation financière et le mode de vie lié à la situation financière (souvent très instruit, honnête, etc., dans le cas du Blanc). Tous ces éléments façonnent l'individu selon le groupe auquel il appartient dans ledit espace. Enfin, à cela s'ajoute l'identité politique qui, elle, le subordonne à l'autorité étatique de l'espace où il se trouve (p. 129).

Les frontières décrites dans ce livre montrent comment, d'une façon ou d'une autre, elles favorisent la construction des identités individuelles (femme/homme ; gai/transgenre ; catholique/orthodoxe ; modeste/immodeste), mais aussi collectives (Américain/Africain, originaire du ghetto/quartier aisé, etc.) et qui les distinguent d'autrui. Or, autrui peut être tout, à la fois, car dès l'instant qu'il sera accepté ou rejeté, dominé ou non, il appartiendra *de facto* à l'un ou à l'autre. (chap. IV à VIII).

En conclusion, qu'elles soient physiques, symboliques, visibles ou invisibles, le besoin d'établir des frontières entre différents groupes semble être inscrit dans ce qu'on appellerait « l'ordre mondial des choses ». Les murs de la ville (d'une maison), les standards d'une boutique chic ou d'un quartier gai, le mouvement de l'apartheid ou encore celui d'un ordre qui ne serait régi que par une certaine hiérarchie, divisant à la fois les sociétés et les espaces.

Jocelyne Alicia Janice AKOMA MIYONO

Geospatial Company
Libreville (Gabon)

publics, les différentes configurations de médiation des rapports de force et des jeux d'acteurs, ainsi que la place de l'expertise sociale, thématique, scientifique, mobilisée dans chacun des cas présentés. L'ensemble des textes présente un double niveau de lecture : tout d'abord, un état de l'art sur le thème traité, que celui-ci soit l'accès à l'eau, le contrôle des aspects de sécurité routière, la place de l'expertise dans les sociétés complexes et connectées contemporaines, ou celle des acteurs-décideurs du secteur agroalimentaire dans le cas de l'analyse des luttes des opposants aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans un deuxième temps, chaque auteur s'attache à disséquer les modalités de débat public – et ses aléas – consécutif à l'apparition d'un nouveau thème environnemental – la majorité des textes y font référence – ou d'une nouvelle politique publique locale décidée par un exécutif local.

Peut-être cet ouvrage, qui fera date, manque-t-il encore de mise en contexte territorial pour expliquer la variété des débats publics décrits, mais ceci pourra faire l'objet d'analyses ultérieures et n'enlève rien à sa qualité. Car nombre de contributions soulignent aussi les réticences, les freins, les oppositions même, pour instaurer des formes classiques ou alternatives de démocratie locale, notamment de la part des administrations municipales.

Et si la plupart des auteurs constatent les effets limités des propositions des habitants, citoyens, acteurs mobilisés dans le cadre de divers débats, vis-à-vis d'intentions ou de projets proposés par les pouvoirs institutionnels peu enclins à les remettre en cause, ils insistent sur ce qui apparaît le plus important à leurs yeux au sein de ces démarches : une culture de la participation appropriée par le plus grand nombre, étayée par des connaissances scientifiques et « habitantes » partagées, et qui placent les citoyens plus près d'un pied d'égalité avec les pouvoirs publics.

On ne peut présenter ici, de chacune des 13 communications, que l'aspect le plus en rapport avec le titre et le sous-titre de l'ouvrage : « Action collective, expertise et démocratie ».

Le premier texte, de visée plus théorique, porte sur le devenir des espaces publics dans les métropoles, traversées par des flux, gouvernées par de « multiples réseaux, groupes, sous-systèmes », espaces qui, aux yeux des acteurs, pourraient incarner les lieux indispensables d'appropriation collective, où pourraient se dérouler des productions artistiques jouant le rôle de médiation sociale entre les habitants d'un territoire donné. Tout cela en se



GUAY, Louis et HAMEL, Pierre (dir.) (2018) *Les aléas du débat public. Action collective, expertise et démocratie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 334 p.

(ISBN 978-2-76373-885-7)

Cet ouvrage vient à son heure pour éclaircir, de manière théorique et concrète, les modalités de conduite et les effets induits de la démocratie participative, mobilisée, rappellent les deux codirecteurs dans leur introduction, et ce, à la fois pour combler un déficit supposé de

légitimité de la fonction politique et pour examiner dans quelle mesure une de ses modalités d'application – le débat public – peut répondre aux aspirations quotidiennes de plus en plus « pluralistes » des populations à travers le monde.

L'ouvrage comprend 13 chapitres, répartis en 3 grandes sections (« Transformations sociales et controverses publiques » : 5 chapitres ; « Institutions, médias et actions publiques » : 4 chapitres ; « Mobilisations sociales et démocratisations » : 4 chapitres) auxquelles ont contribué 18 auteurs (hommes et femmes).

L'objectif du livre est de faire comprendre dans quelles conditions se déroulent un ou des débats publics sur des questions de société, sur des thèmes en rapport avec la défense ou la valorisation de l'environnement, à propos de la mise en place de politiques publiques locales. Plusieurs des contributions analysent les effets de démocratisation qu'entraînent l'organisation de formes variées de débats